Les véritables motivations de la politique de Trump

Quatre millions de quidams ont été chassés, ou sont actuellement en détention, en attente d'une éventuelle confirmation d'exil par un tribunal (« *droit à un procès équitable* »), et ce nombre augmente de plusieurs milliers par jour. Sept cent juges seulement sont habilités à évaluer ces cas. Certains ont déjà plus de six mille dossiers en attente sur leur bureau... Du coup, rien que pour une première audition, il faut attendre plus d'un an. À chaque fois qu'un juge donne « trop souvent » raison aux plaignants, il est démis (« *impeachment* ») par l'exécutif. En conséquence, ils ne sont déjà plus que six cent, ce qui rallonge d'autant les délais.

Cas réel, parmi plein d'autres

Un détenteur de carte verte, présent sur le territoire depuis plus de vingt ans, chef d'entreprise, employeur, contribuable, marié et père d'enfants nés aux USA, se fait capturer en pleine rue par la gestapo I.C.E., bien loin de toute frontière, <u>sur seule base de son aspect</u> (hispano, black, asiatique, arabe, hindi, ...). Incarcéré sans mandat, sans justification réelle, il perd son entreprise, son emploi, ses revenus, mais tente de se battre pour ses droits en prenant un avocat spécialisé, à plusieurs centaines d'USD de l'heure.



Oceania

Oceania

Oceania

Oceania

I30

Oceania
I30

Oceania
I30

Oceania
I30

Oceania
I30

Oceania
I30

Oceania
I30

Oceania
I

Après plusieurs mois de démarches en vain, à court d'argent, il apprend que son recours, comme pour les autres, ne sera pris en compte que dans un an ou deux, au mieux. Enfermé dans <u>les camps de concentration de I.C.E.</u>, désespéré, au bout du bout vu les conditions inhumaines de ces détentions arbitraires, il finit par **accepter de signer son accord d'expulsion**, comme les autres, pour en finir. Il aboutit alors au Salvador, dans une prison remplie d'autres expulsés, où il retrouve plein d'autre cas comme lui : des citoyens parfaitement en règle, ne disposant parfois pas d'autre passeport que US, mais éjectés des USA par application des **directives d'épuration ethnique** de la junte fasciste, raciste, suprémaciste blanche MAGA au pouvoir à Washington.

Trump ne veut plus que des « Américains » aux USA. Mais pour lui, « Américain » ça veut dire **blancs, hétérosexuels, chrétiens, ariens,**

supporter MAGA.

Les autres sont capturés comme des animaux en rue, dans les écoles, dans les magasins, dans les tribunaux, dans les restaurants. Devant leurs enfants, leurs conjoints, leurs collègues... Ils



sont ensuite dépouillés de tous leurs biens, <u>privés de tous leurs droits</u>, jetés en camps de concentration avant d'être déportés dans des goulags hors des USA.

Ça ne vous rappelle rien?

Cette politique visant à protéger la « race supérieure », réputée seule légitime dans le pays ; la défense de la « pureté de la race ». N'oubliez pas cette citation de Trump, en pleine campagne électorale : « *Ils empoisonnent le sang de notre pays* ». Trump l'a dit, et non écrit (car il est analphabète fonctionnel), mais c'était explicite, et il le met en œuvre !



La privation de tous leurs droits des communistes, des tziganes, des témoins de Jéhovah, des homosexuels, des juifs, ... La confiscation de tous leurs biens, les camps de concentration et puis... la Solution Finale. C'est exactement le même scénario. Ceux qui sont **déviants** par leurs opinions politiques, leur religion, leur ethnie, leur orientation sexuelle sont des sous-êtres, des animaux sans droits, à éliminer de la société. Rappelez-vous qu'avant d'en venir aux camps d'exterminations, le IIIème Reich a envisagé la <u>déportation massive des « parasites » vers Madagascar !</u>

Aujourd'hui, Trump le fait. Attendrons-nous qu'il traque les handicapés physiques et mentaux, seule catégorie qui le différencie encore les Nazis MAGA des Nazis

allemands, ou qu'il commence des **expérimentations médicales létales** sur les détenus ? Trump avait prétendu qu'il allait s'attaquer aux migrants, les traitant publiquement d'« <u>animaux</u>, <u>de trafiquants de drogue</u>, <u>de criminels</u>, <u>de violeurs</u>, <u>de mangeurs d'animaux de compagnie</u>, <u>de sadiques</u>, <u>de tueurs</u>, ... ». Il y ajoute qu'ils sont « tous <u>criminels</u> <u>d'office</u>, <u>puisqu'ils</u> <u>sont sur le sol US sans papiers</u> », ce qui, prétend-il, <u>lui permettrait de les arrêter sans mandat</u> et de les expulser sans qu'ils aient droit au moindre recours, pas même que leur cas soit entendu par un tribunal.

« Un drapeau US représentant **une croix gammée**, découvert dans le bureau du membre du Congrès de l'Ohio, Dave Taylor, a déclenché une enquête de la police du Capitole »





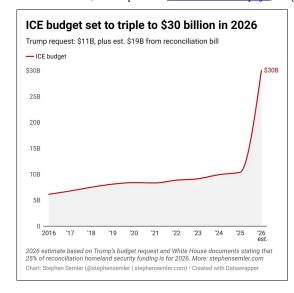
Le cas Kilmar Armando Abrego García

Expulsé « par erreur » au Salvador alors qu'il est résident en règle aux USA, marié à une citoyenne US, malgré <u>un jugement interdisant à l'administration de le faire</u>, il a été <u>détenu plusieurs mois dans le camp de concentration CECOT à Tecoluca</u> avant d'être rapatrié pour être immédiatement incarcéré, non plus pour « appartenance au cartel MS-13 », mais pour d'autres motifs (« trafic de migrants sans papiers »).

Mais l'horreur fasciste arbitraire du dictateur Trump ne s'arrête pas là : il fait arrêter des **citoyens parfaitement en règle, résidents US de plein droit**, parfois là depuis des décennies, et à tour de bras. Le critère n'est plus, depuis longtemps, une situation illégale (« *undocumented migrant* »), mais parfaitement **raciale** : Trump vide les USA de tous ceux qui ne correspondent pas au « **Citoyen MAGA** ». Et toute tentative de recours, même parfaitement légitime, est inutile : le système fasciste dictatorial MAGA ne respecte <u>ni les injonctions de la justice, ni les lois, ni la constitution</u>, au point de <u>s'attaquer même au droit du sol</u>.



Aujourd'hui, le système Trump organise son <u>expulsion en direction du Liberia</u>, pour « raisons humanitaires », preuve qu'il est **inutile de tenter de faire valoir ses droits** face à la détermination de la junte au pouvoir à Washington! Même le cas le plus médiatisé, qui bénéficie du soutient direct d'élus fédéraux, est en passe d'<u>être exilé de son pays</u>, illégalement, une fois encore!



L'exil volontaire, seule solution

Sur certaines destinations, le nombre d'expatriés US a **simplement doublé** en un an. Et pas seulement des «LGBTQ+». Les destinations préférées ? L'Albanie, le Portugal, l'Écosse, le Canada, l'Irlande, ... Ceux qui le peuvent, qui en ont les moyens, fuient le pays et sa "guerre civile idéologique" :

« Avoir la moindre nuance dans une conversation politique avec un concitoyen est devenu impossible »

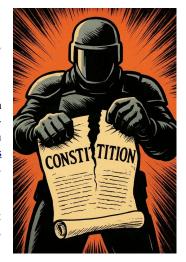
Mais aussi son **insécurité juridique et politique**, la hausse du coût de la vie (« *Tariffs* »), des assurances médicales, ... Ils rejoignent ceux qui sont déjà partis lors du premier mandat et découvrent la civilisation : des services publics, la sécurité sociale, des villes sans armes.

« De deux demandes par semaine en moyenne en 2024, ce spécialistes de l'émigration en reçoit désormais cinq par jour de la part d'Américains souhaitant quitter le territoire »

La justice comme contre-pouvoir ?

De nombreux juges courageux s'opposent encore à la dictature en place. Par exemple, ce jugement qui précise explicitement : « La cour d'appel a estimé que la mesure d'abolition souhaitée par l'administration Trump « <u>respirait le racisme à plein nez</u> » et qu'elle présentait à tort les personnes concernées comme des criminels. »

Les mesures racistes de Trump sont condamnées à tour de bras par <u>une justice qui n'est plus respectée</u>. C'est la « loi du fait accompli ». L'exécutif totalitaire va jusqu'à <u>traîner des juges en justice</u>, et la Cour Suprême, ellemême, <u>évite d'avoir à se confronter frontalement au dictateur</u>, craignant la bascule officielle et définitive dans la dictature totale. Les <u>élections de 2026 sont déjà biaisées</u>, par des <u>manipulations des règles électorales</u>, <u>des circonscriptions</u>, en dehors de toutes règles. Alors que l'organisation des élections est de la seule compétence des États, là encore, le fait accompli et des décisions de justice sans effets. Les principaux cabinets d'avocats (les « firms ») ont été muselées, devant offrir pour un milliard de prestations gratuites à la dictature sous peine d'être interdit d'accès aux bâtiments publics (dont font partie les tribunaux). Les médias ont été rackettés et s'autocensurent. Les journalistes qui voudraient continuer à faire un travail honnête sont licenciés, par peur des représailles, dont la suppression des licences d'émission.



MAGA et le « suprémacisme blanc »

La purification ethnique en cours à l'intérieur des USA ne s'arrête pas à ses frontières. Si l'exécutif raciste MAGA menace maintenant le Nigeria d'intervention militaire, c'est sous prétexte d'« assassinats de Chrétiens ». Si les USA ont réduit de 100.000 à 7.500 par an le nombre de réfugiés admis à l'immigration, ces places sont maintenant réservées aux Afrikaners, ces fermiers blancs d'Afrique du Sud, à l'origine de la politique d'Apartheid.



Et si les <u>étudiants organisant des manifestations de soutiens à la population de Gaza sont persécutés</u>, arrêtés, <u>incarcérés</u>, <u>expulsés</u>, alors que le chef de l'Organisation Sioniste Génocidaire en Palestine (« israel »), Netanyahu, est reçu en grandes pompes alors qu'il est sous le coup d'un <u>mandat d'arrêt de la CPI</u>, ce n'est pas un hasard : l'occupation illégale de la Palestine par les Sionistes est encouragée par Trump, puisque d'un côté, on a affaire à des <u>colons blancs</u>, provenant <u>principalement d'Europe</u> (les <u>Sionistes</u>), et de l'autre à des <u>Palestiniens</u>, pas assez blancs et pas assez chrétiens aux yeux du dictateur (les <u>Sémites</u>).

La ré-élection de Trump n'est pas une erreur.

Le peuple des États-unis comporte encore et tou-

jours énormément de nostalgiques d'un pays basé sur la force, les armes, le **génocide des indigènes par les colons blancs**, l'esclavage. Derrière la « liberté », il y a surtout la <u>liberté de porter une arme</u>, <u>la liberté de tuer</u>, la liberté d'exploiter, la liberté d'user de la force brutale, en toutes circonstances, même et surtout <u>hors de tout cadre légal</u>. Les États-unis menacent d'annexer le Groenland, et le <u>Canada</u>, de <u>frapper le Venezuela</u>, le <u>Nigeria</u>, <u>s'en prennent à Cuba</u>, ...





Drapeau du « National Socialist Movement » (USA)



Drapeau confédéré



Les USA, sous prétexte de « liberté d'expression », **autorisent les partis ouvertement nazis**, les associations suprémacistes blanches (KKK), mais <u>interdisent l'expression de l'indignation face à l'extermination des Palestiniens</u>, les <u>recherches scientifiques parlant de diversité</u>, de transition de genre, des conséquences de la <u>politique de ségrégation</u>, de droit des femmes ou des minorités. Les USA tirent, à l'arme de guerre, sur des bateaux, en eaux internationales, sans la moindre enquête préalable, dans la plus parfaite illégalité.

Toutes ces violences, toutes ces violations des conventions internationales, des principes élémentaires du droit humain ont quelque-chose en commun: le racisme suprémaciste blanc. Décomplexé, armé, violent.



Drapeau du « Parti Nazi Américain » (USA)



<u>Plus d'un Américain sur 10 juge les idéologies</u> <u>néo-nazie et suprémaciste « acceptables »</u>

Avant de mettre notre défense entre les mains de ce pays, avant d'encore <u>acheter des armes contrôlées à distance par ce régime</u>, avant de suivre aveuglément les <u>ordres venus de Washington</u>, visant à nous distancier des partenaires naturels présents sur <u>notre continent</u>, l'Eurasie (comme la Russie, l'Iran, la Chine et l'Inde), avant de <u>participer à l'OTANisation</u> (<u>illégale</u>) de l'Ukraine, avant d'agresser le trafic fluvial et aérien vital de la <u>Russie dans le golfe de Finlande</u>, avant de violer le droit international en <u>confisquant les avoirs de la banque centrale russe</u>, avant de <u>confisquer une société chinoise établie aux Pays-bas</u>, avant d'accepter de sanctionner l'Inde ou la Chine parce qu'elles continuent à acheter le pétrole et le <u>gaz russe</u> (ce qui est leur droit le plus strict), avant de <u>placer toutes nos données sur des serveurs sous contrôle étranger</u>, avant de continuer à accepter que nos ordinateurs de bureau tournent sur des <u>logiciels obscurs déjà identifiés comme contenant des fonctionnalités d'espionnage</u>, avant de se soumettre au dictât d'un pays qui a élu **et ré-élu** un dictateur fasciste suprémaciste qui n'a rien à faire du droit, pas même de la constitution de son propre pays, peut-être faudrait-il prendre le temps de <u>réfléchir à nos alliances</u>, à notre avenir, à nos intérêts, à notre sécurité, et... à **nos valeurs**.